



RUBRIQUE OPINION LIBRE

LE PRIX NOBEL DE LA PAIX,  
UN REMPART AUX MILLIERS  
DE MIGRANTS ÉRYTHRÉENS

---

Par Roukiya M. Osman

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a reçu le prix Nobel de la paix, le 11 octobre 2019, pour les efforts déployés en faveur de la paix, après plusieurs décennies de guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Cette distinction constitue une source de fierté énorme pour l'Éthiopie. Elle n'a toutefois pas été partagée avec le président érythréen, Issayas Afawerki, sans qui le processus de pacification n'aurait jamais vu le jour.

Un an après la réconciliation, il reste encore beaucoup à faire notamment la délimitation de la frontière entre les deux pays, d'où est parti le conflit. Cette paix reste précaire et les citoyens de ces pays ne profitent guère des retombées de cette quiétude.

### UN BLANC-SEING SUR LA QUESTION MIGRATOIRE

Ce prix, en effet, est un blanc-seing à l'égard de la question migratoire qui préoccupe l'Union européenne. Depuis que le conflit a éclaté plusieurs milliers de migrants ont quitté leurs pays et traversé la mer Méditerranée au risque de leurs vies. Cette distinction est un rempart pour freiner en particulier, l'exode massif et meurtrier des émigrés Érythréens qui fuient la dictature, la guerre et le service militaire obligatoire. Ils sont les plus représentés après les Syriens parmi les candidats à l'exil en Europe. Sur les cinq millions d'habitants, on estime à environ cinq milles le nombre de personnes qui fuient leurs pays tous les mois.

Ce prix témoigne la reconnaissance de la paix et ralentira l'afflux des réfugiés Érythréens et Éthiopiens. À long terme, il impliquera une restriction au critère d'entrée à l'UE.

### UNE FERVEUR DÉMESURÉE

Dès son arrivée au pouvoir, en avril 2018, au poste de Premier ministre, Aby Ahmed avait provoqué un élan d'enthousiasme dans le monde. Ce prix vient couronner la ferveur démesurée suscitée à l'échelle internationale par son élection.

Parallèlement, cette dernière avait permis à des millions d'Éthiopiens d'espérer un avenir meilleur après plusieurs années de tensions anti-gouvernementales et sécessionnistes qui ont conduit à la démission du gouvernement de Hailemariam Desalegn. Aby Ahmed a aussitôt levé l'état d'urgence, libéré les prisonniers politiques, autorisé les dissidents en exil à retourner dans le pays, condamné les exactions commises par les responsables politiques et a nommé pour la première fois, dans l'histoire du pays, un gouvernement paritaire.

Ces réformes précipitées visent-elles à occulter la situation intérieure du pays? Cette distinction constitue-t-elle un atout pour le récipiendaire lors des prochaines élections législatives?

### LES CONSÉQUENCES DES RÉFORMES

Les changements majeurs entrepris par Aby Ahmed dérangent et ne font pas l'unanimité au sein du Front démocratique révolutionnaire des peuples d'Éthiopie (FDRPE), la coalition au pouvoir. Dès lors que la Constitution éthiopienne reconnaît les États fédérés et les partis politiques établis sur des critères ethniques. Le sentiment nationaliste est donc devenu une arme de lutte contre le gouvernement et menace de fragmenter le pays en plusieurs États.

En effet, pour saper les actions du Premier ministre Oromo, les dirigeants Amhara et Tigray de la coalition souscrivent un sentiment ethno-nationaliste qui a entraîné une crise interne du parti. Si bien que les régions qu'ils représentent font face à des contestations nationalistes et séparatistes. La tentative de coup d'État de la région Amhara et l'assassinat de cinq hauts fonctionnaires, dont le chef d'État-Major de l'armée, le 22 juin 2019 montrent la gravité de la situation sécuritaire et politique du pays.

Cette situation résulte de la division au sein de la coalition mais aussi de l'ouverture rapide de l'espace politique, du retour des dissidents en exil et de la libération de prisonniers politiques. Cela a ouvert la voie aux autres groupes ethniques pour faire avancer leurs revendications nationalistes. C'est dans ce cadre, qu'en juillet 2019, les Sidama, le plus important groupe ethnique du sud du pays, ont menacé de déclarer un nouvel État régional.

Aby Ahmed a montré beaucoup d'audace dans son projet de reformer le pays. Ces attaques sont le résultat de ses mesures entreprises. La crainte d'une dérive autoritaire face à ces agissements est fondée.

La difficulté de la coalition au pouvoir a réduit l'efficacité du gouvernement et favorisé l'insécurité. Elle a, par ailleurs, fait émergé des mouvements ethno-nationalistes puissants. Dans ces conditions, il sera compliqué de créer un cadre propice aux élections législatives prévues l'année prochaine.

Une chose est sûre : Aby Ahmed doit faire face à la montée des tensions intercommunautaires en hausse qui ont tué et déplacé des milliers de personnes. Ce prix passe sous silence l'instabilité socio-politique, en

plein essor, qui ravage l'Éthiopie pour mettre l'accent sur la réconciliation régionale.

Face à la réalité sécuritaire du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique et au choix du comité du prix Nobel, cette distinction témoigne, sans aucun doute, d'une volonté d'ingérence dans les prochaines élections législatives. En effet, en octroyant ce prix, le comité n'a pas mesuré son impact dans la mesure où il se représente comme un gage d'assurance pour le récipiendaire dans un contexte politique majeur et à un scrutin décisif.

### **JAWHAR MOHAMED, LE NOUVEAU CHALLENGER D'ABY AHMED ?**

De retour au États-Unis où il a fondé Oromia Media Network, Johar Mohamed est un activiste Oromo qui a joué un rôle majeur dans les soulèvements anti-gouvernementaux. Ces actions ont conduit la coalition au pouvoir de nommer Aby Ahmed, le premier dirigeant éthiopien de l'ethnie Oromo.

Le retrait des services de sécurité, qui le protégeaient, suite aux accusations d'avoir taxé le Premier ministre de «dictateur» et d'avoir «critiquer» a déclenché de violents affrontements, le 23 octobre 2019. Cela a entraîné une soixantaine de morts à Addis-Abeba et dans la région Oromia entre les forces de sécurité et ses partisans.

Ainsi, Aby Ahmed affirmait devant le Parlement que *«les étrangers et ceux qui ne possèdent pas de passeport éthiopien, menace la paix et l'existence de*

*l'Éthiopie»* avant d'ajouter *«vous ne pouvez pas jouer dans deux maisons, nous prendrons des mesures à tout moment et vous feriez mieux de le croire»*. Une mise en garde contre Johar qui dispose d'un passeport américain.

Son gouvernement tente actuellement de phagocytter les personnalités influentes dans le sillage des ethno-nationalistes. Ces troubles ont affirmé le pouvoir de l'activiste au sein de son ethnie. Aby Ahmed risque de perdre beaucoup de soutiens dans la région Oromia si les relations avec Jawar ne s'améliorent pas. Une situation qui pourrait l'affaiblir et lui être fatale aux élections législatives. Par conséquent, toute tentative d'arrestation menace de provoquer de nouvelles tensions.

Les bouleversements socio-politiques dans le pays ne montrent aucun signe de ralentissement. Toutes les régions sont touchées par une instabilité qui fragilise de plus en plus le fédéralisme.

En somme, si le comité du prix Nobel a reconnu les efforts d'Aby Ahmed en faveur de la paix, cette distinction vient couronner l'enthousiasme suscité à son arrivée au pouvoir.

Par ailleurs, cette attribution révèle une stratégie, en premier lieu, axée sur les enjeux migratoires de l'Union européenne qui fait face, depuis des décennies, à l'afflux des réfugiés érythro-éthiopiens. Cela constituera un rempart à long terme au critère d'entrée en Europe.